

RÉPUBLIQUE DU TCHAD

Unité – Travail – Progrès

**Ministère de l'Économie, de la Planification du Développement et
de la Coopération Internationale**

**Institut National de la Statistique, des Études Économiques et
Démographiques (INSEED)**



DIRECTION DES STATISTIQUES ÉCONOMIQUES

**Note d'analyse des impacts du changement d'année de base et
de la migration vers le Système de comptabilité nationale (SCN)
2008 au Tchad**

Mars 2022

Table des matières

Résumé	2
1. Contexte et Justification	4
2. Objectifs de la rénovation des comptes nationaux	5
3. Les étapes du processus de rénovation des comptes nationaux	5
3.1 Réalisation d'un diagnostic des comptes nationaux	5
3.2 Mise en place d'une feuille de route de rénovation des comptes nationaux	5
3.3 Organisation d'un atelier national d'information et de sensibilisation des partenaires	5
3.4 Organisation de voyages d'études des cadres comptables nationaux de l'INSEED	6
3.5 Formation au SCN 2008 et au module ERETES	6
3.6 Travaux sur le choix de l'année de base 2017	6
3.7 Mise en place d'une stratégie d'accélération des travaux	7
3.8 Démarche méthodologique de révision	7
3.9 Sources de données mobilisées	8
4. Principaux résultats et analyse des impacts de la révision sur le niveau du PIB	8
4.1 Changements majeurs	8
4.2 Réévaluation des ressources du PIB	9
4.2.1. <i>Analyse du secteur primaire</i>	9
4.2.2. <i>Analyse du secteur secondaire</i>	10
4.2.3. <i>Analyse du secteur tertiaire</i>	11
4.3 Réévaluation des emplois du PIB	12
4.3.1. <i>Analyse de la Consommation finale (ménages, APU, ISBLSM)</i>	13
4.3.2. <i>Analyse de la FBCF et de la Variation des Stocks</i>	14
4.3.3. <i>Analyse du commerce extérieur</i>	14
4.4 Importance du secteur informel dans les comptes nationaux	15
5. Perspectives	16
6. Recommandations	16
7. ANNEXES	17

Résumé

L'INSEED s'est engagé, en 2017, dans un processus de révision du système des comptes nationaux afin de doter le Tchad d'un système de comptabilité nationale performant et conforme aux recommandations internationales en matière de bonnes pratiques.

Ainsi, dans le cadre de la mise à niveau et du renforcement du SSN, le Tchad a négocié avec la Banque Mondiale un programme de développement statistique de moyen terme (PDST 2017-2022) comprenant un volet relatif à l'amélioration et à la production des statistiques économiques, en particulier les comptes nationaux qui constituent une priorité pour l'INSEED.

A travers la rénovation des comptes nationaux, il s'agit de procéder au changement d'année de base et à la migration vers le SCN 2008. L'objectif général est de doter le Tchad d'indicateurs des comptes nationaux pertinents, conformes aux normes internationales et qui reflètent au mieux la structure de l'économie nationale. En d'autres termes, l'exercice consiste à réviser l'ensemble des sources statistiques utilisées pour le calcul du produit intérieur brut (PIB), d'apporter des améliorations méthodologiques en vue de renforcer la qualité des résultats.

Les résultats issus des travaux du changement d'année de base 2017 des comptes nationaux et de la migration vers le SCN 2008 donnent un PIB de **7751 milliards de FCFA** contre **6 179 milliards de FCFA** selon le SCN 93, soit une réévaluation de **25,4%**. Le gain de **1 572 milliards FCFA** du niveau du PIB s'explique essentiellement par l'amélioration de la couverture de l'activité économique à travers l'utilisation des sources additionnelles dans plusieurs secteurs et l'amélioration des méthodes de calcul conformément aux recommandations du SCN 2008.

La hausse de 25,4% du PIB s'explique par :

- une large couverture des activités économiques avec une contribution de +11,6%, due à la prise en compte des données sources telles que : les résultats de l'enquête ECOSIT 4, les enquêtes spécifiques réalisées pour les besoins de la rénovation des comptes nationaux, ainsi que les données plus améliorées de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, etc. ;
- la mise en œuvre des recommandations du SCN 2008 avec une contribution de +0,6% due à la clarification de la production de la banque centrale, à l'amélioration du calcul de la production des services d'assurance dommages, au traitement de la réassurance comme l'assurance directe, et à l'affinement de la méthode de calcul des services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) et sa répartition. Il convient de signaler que les activités de Recherche et développement (R-D), ainsi que les dépenses militaires n'ont pas été prises en compte, faute de données ;
- le retraitement des données des impôts et taxes nets de subvention avec une contribution de +0,7% due à une codification plus affinée et une mise en cohérence des informations fournies ;
- une actualisation des méthodes d'estimation avec une contribution de +12,7% due à la révision du traitement des données de l'élevage, ainsi que l'utilisation de prix moyens des animaux sur pieds en vue de se rapprocher le plus possible des prix à la production.

L'analyse des résultats de la réévaluation du Produit intérieur brut (PIB) montre une hausse de la valeur ajoutée du secteur primaire de 50,0% et du secondaire de 34,2%, dans la nouvelle base par rapport à l'ancienne base. La part du tertiaire est resté quasiment stable, avec une baisse de 2,6% dans la nouvelle base.

En outre, l'analyse de la structure du PIB, indique une hausse de 8 points de pourcentage du poids du secteur primaire, passant de 43,0% selon le SCN 93 à 51,4% selon le SCN 2008. Le poids du secteur secondaire reste plus ou moins constant à 0,9 point. Par contre, le poids du tertiaire baisse de 9 points, et s'établit à 32,4% dans la nouvelle base contre 41,8% dans l'ancienne base.

Concernant les contributions des secteurs à la réévaluation du PIB de 25,4%, il ressort que le secteur primaire (y compris les activités extractives) a fortement impacté ces résultats avec 21,5 points de pourcentage, contre 4,3 points pour le secondaire, -1,1 point pour le tertiaire, et 0,7 point pour les impôts

nets de subvention sur les produits. Une analyse détaillée des résultats par secteur permet de comprendre les raisons des différentes réévaluations.

L'analyse des résultats de la réévaluation du Produit intérieur brut (PIB) selon l'optique dépenses indique une hausse de la plupart des agrégats, notamment, de la consommation finale (+18,0%), de la formation brute de capital fixe (+37,6%), et des exportations de biens et services de (+12,9%). Par contre, le niveau des importations de biens et services a baissé de 9,0%, tout comme celui de la variation des stocks de (11,2%).

En outre, l'analyse de la structure du produit intérieur brut (PIB) selon les emplois, montre une baisse de 5,0 points de pourcentage de la consommation finale, passant de 83,4% selon le SCN 93 à 78,4% selon le SCN 2008. Le poids de la FBCF a légèrement augmenté de 1,3 point, passant de 13,9% à 15,2%.

Concernant les contributions des emplois à la réévaluation du PIB de 25,4%, il ressort que la consommation finale a impacté ces résultats avec 15,0 points de pourcentage, principalement par les dépenses de consommation finale des ménages (12,7 points). Les contributions de la FBCF se situe à 5,2 points. Quant au commerce extérieur, on note que la contribution des exportations est ressortie à la hausse de 3,3 points, alors que celle des importations est en baisse de -2,5 points.

1. Contexte et Justification

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités statistiques au Tchad, l'Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED) joue un rôle fondamental. En tant qu'Etablissement public doté de la personnalité juridique, morale et jouissant de l'autonomie financière, ses principales missions se résument à la collecte, l'exploitation, l'analyse et la diffusion des informations statistiques d'intérêt national, la coordination des activités du système statistique national, la gestion des répertoires et fichiers à caractère statistique, la centralisation et la collecte des statistiques provenant des autres services et leur compilation et leur diffusion sous forme de synthèses.

Par ailleurs, l'évolution de la structure économique du Tchad (exploitation du pétrole, mise en exploitation des cimenteries, raffinage du pétrole, développement des activités hôtelières, etc.), et surtout les investissements importants et autres dépenses publiques financés sur les revenus pétroliers ont donné une orientation perceptible aux activités du système statistique national vers la production des statistiques socio-économiques et des indicateurs d'évaluation des impacts sur les conditions de vie de la population.

Ainsi, dans le cadre de la mise à niveau et du renforcement du SSN, le Tchad a négocié avec la Banque Mondiale un programme de développement statistique de moyen terme (PDST 2017-2022) comprenant un volet relatif à l'amélioration et à la production des statistiques économiques, volet qui constitue une priorité pour l'INSEED.

C'est pour la mise en œuvre de ce volet que l'INSEED sollicite l'appui d'un partenaire stratégique dans le cadre d'une convention de travail pour la collecte, le traitement et la diffusion des statistiques socio-économiques et la comptabilité nationale, notamment, à travers le renforcement des capacités des cadres en vue du changement d'année de base et de la migration vers une nouvelle norme, le Système de comptabilité nationale (SCN) de 2008.

Le SCN 2008 est un ensemble complet, cohérent et flexible de comptes macroéconomiques, destiné à donner de l'économie nationale une représentation chiffrée complète, cohérente et permettant de satisfaire les besoins des utilisateurs. Le SCN est régulièrement mis à jour par la Commission des Statistique des Nations Unies afin de tenir compte de l'évolution de la structure des économies nationales et de l'évolution des méthodologies.

Ainsi, en 2008, la Commission des Statistiques des Nations Unies a révisé le SCN 93 pour adopter le SCN 2008 comme nouvelle norme internationale de production et de diffusion des comptes nationaux. En conséquence, les Etats membres des Nations Unies sont invités à migrer vers les nouvelles normes de production des statistiques des comptes nationaux.

C'est dans ce contexte que le Tchad s'est engagé, en 2017, dans un processus de révision du système des comptes nationaux afin de doter le pays d'un système de comptabilité nationale performant et conforme aux recommandations internationales en matière de bonnes pratiques.

C'est dans le cadre de mise en œuvre de cette révision du système des comptes nationaux, que l'INSEED a élaboré une feuille de route afin de produire des indicateurs qui reflètent au mieux la structure de l'économie.

Cette révision des comptes nationaux au Tchad concerne l'amélioration de la couverture et de méthodologie de certains domaines d'activité, la prise en compte de la nouvelle norme de comptabilité nationale (SCN 2008) et l'introduction des changements structurels ayant affectés l'économie nationale permettrait d'avoir une image plus fidèle, actualisée et en phase avec les normes internationales de l'économie nationale.

Ce processus de révision et de rénovation du système des comptes nationaux Tchad a mobilisé plusieurs agents de collecte permanents et une dizaine de cadres comptables nationaux de façon permanente pendant plus de deux ans. Le processus a bénéficié de l'appui des partenaires techniques et financiers comme la Banque Mondiale et AFRISTAT. L'INSEED a aussi bénéficié des échanges d'expériences avec l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) du Sénégal, du

Haut-Commissariat au Plan du Maroc (HCP) et de l'Institut National de la Statistique (INS) du Cameroun, ainsi que de l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) du Burkina Faso.

2. Objectifs de la rénovation des comptes nationaux

A travers la rénovation des comptes des comptes nationaux, il s'agit de procéder au changement d'année de base et à la migration vers le SCN 2008. L'objectif général est de doter le Tchad d'indicateurs des comptes nationaux pertinents, conformes aux normes internationales et qui reflètent au mieux la structure de l'économie nationale. En d'autres termes, l'exercice consiste à réviser l'ensemble des sources statistiques utilisées pour le calcul du produit intérieur brut (PIB), d'apporter des améliorations méthodologiques en vue de renforcer la qualité des résultats.

De façon spécifique, il s'agit de :

- actualiser et consolider le dispositif de collecte de données sources ;
- migrer vers la nouvelle norme de comptabilité nationale (SCN 2008) ;
- bâtir une nouvelle structure de l'économie nationale par le changement d'année de base ;
- publier une nouvelle série de comptes nationaux à partir de 2017, intégrant l'ensemble des changements intervenus.

3. Les étapes du processus de rénovation des comptes nationaux

La stratégie consiste à procéder à un changement de l'année de base pour introduire l'ensemble des changements méthodologiques, de couverture et de mettre en œuvre les recommandations du SCN 2008. A ce titre, plusieurs étapes ont été suivies en vue de disposer des résultats escomptés.

3.1 Réalisation d'un diagnostic des comptes nationaux

Dans le cadre du projet de rénovation des comptes nationaux, une mission diagnostic a été réalisée afin de déterminer les forces, les faiblesses et les principales limites du système des comptes nationaux du Tchad. Ainsi, conformément aux termes de référence de la mission, l'objectif global était de faire l'état des lieux de la production des comptes nationaux afin de proposer des solutions adéquates et durables pour son opérationnalisation.

Plus spécifiquement, les travaux de la mission ont permis de :

- analyser le cadre légal et institutionnel ;
- décrire les moyens humains, matériels et techniques de travail du service de la comptabilité nationale,
- répartir les tâches entre les différents membres de l'équipe des comptables nationaux ;
- analyser l'état de production des comptes nationaux,
- identifier et faire l'état des lieux des sources de données utilisées pour l'élaboration des comptes nationaux.

3.2 Mise en place d'une feuille de route de rénovation des comptes nationaux

A la suite des travaux de la mission diagnostic, une feuille des activités retenues dans le cadre des travaux de changement d'année de base et de la migration vers le SCN 2008 a été élaborée et mise en œuvre. Pour la réussite du processus, il a été recommandé d'impliquer fortement les services sectoriels dans la mobilisation, le traitement, ainsi que la validation des données sources utilisées pour bâtir la structure de l'économie nationale, avec 2017 comme nouvelle année de base.

3.3 Organisation d'un atelier national d'information et de sensibilisation des partenaires

La rencontre avec les structures partenaires a été organisée sous forme d'un atelier auquel les représentants des départements sectoriels ont été invités. A ce titre, une demi-journée a été consacrée

à la sensibilisation des principaux fournisseurs de données sources indispensables à l'élaboration des comptes nationaux. Les objectifs visés à travers cette importante rencontre d'échanges sont de :

- présenter le contexte et l'historique des comptes nationaux du Tchad ;
- présenter le projet de migration au SCN 2008, les nouveaux changements intervenus et leurs implications, ainsi que le rôle des fournisseurs de données ;
- exposer les besoins d'informations pour la nouvelle année de base 2017 et les années courantes, en vue de réussir la migration au SCN 2008.

3.4 Organisation de voyages d'études des cadres comptables nationaux de l'INSEED

L'INSEED du Tchad ayant choisi de mettre en œuvre le SCN 2008, à l'aide du module ERETES, les cadres comptables nationaux ont été effectués des voyages d'études au Burkina Faso, au Cameroun et au Maroc en vue de s'imprégner de l'expérience des pays qui ont adopté la même démarche. L'objectif principal assigné à ces voyages d'études était de s'imprégner des expériences des pays dans l'élaboration des comptes nationaux à l'aide du module ERETES. Plus spécifiquement, il s'agit de s'imprégner des expériences en matière de traitement des sources de données jusqu'à la réalisation de la synthèse des comptes nationaux à l'aide du module ERETES, de prendre connaissance des aspects institutionnels et organisationnels mis en place dans le cadre des travaux des comptes nationaux, et de comprendre l'analyse et la publication des résultats des comptes nationaux.

3.5 Formation au SCN 2008 et au module ERETES

L'objectif global de la formation au SCN 2008 est de renforcer les capacités de l'équipe des comptables nationaux à la nouvelle méthodologie, comme outil indispensable à la rénovation des comptes. En complément à la formation, un rappel des changements intervenus dans le module ERETES 2008 a été fait en vue de prendre en compte les nouveautés du SCN 2008 : les changements dans la nomenclature des opérations, des secteurs institutionnels, des branches d'activités et produits, etc.

L'objectif global de cette formation est de permettre aux comptables nationaux de s'initier à l'utilisation de l'outil ERETES pour la réalisation des comptes nationaux.

Plus spécifiquement, la formation a visé :

- L'installation du système de gestion de base de données Progress et du module ERETES ;
- la présentation de l'organisation générale de l'outil ERETES, notamment l'environnement de travail approprié à mettre en place ;
- l'examen des différentes tâches nécessaires pour l'initialisation d'une campagne des comptes ainsi que les principales étapes du processus d'élaboration des comptes sous ERETES ;

Cette séance de formation a été aussi l'occasion d'examiner en groupe les nomenclatures de travail (activités, produits, etc.) à préparer dans l'optique de l'élaboration des comptes de la nouvelle année de base 2017.

3.6 Travaux sur le choix de l'année de base 2017

Les comptables nationaux mettent à profit les changements de base pour revoir en profondeur l'ensemble de leurs estimations, par actualisation des sources statistiques comme par amélioration de leurs méthodes.

Pour la détermination de la nouvelle année de base qui devra servir pour la mise en œuvre du SCN 2008, plusieurs critères ont été utilisés à partir d'une grille d'analyse (voir annexe) :

- stabilité de l'économie : en analysant les performances réalisées par les activités des secteurs primaire, secondaire et tertiaire et le niveau général des prix ;

- existence des grandes sources de données : en faisant l'inventaire des grandes opérations de recensements et d'enquêtes réalisées entre 2014 et 2017 ;
- degré de mise à jour des comptes : en faisant des simulations d'être à jour ou en retard dans la production des comptes, une fois les comptes de l'année de base élaborés ; on est à jour des comptes lorsqu'on peut disposer au cours de l'année N les comptes définitifs de l'année N-2 et provisoires N-1 ;
- possibilité de comparaison SCN 93/SCN 2008 : il est souhaitable, mais pas obligatoire de disposer à la fois des comptes de l'année de base selon le SCN 93 et le SCN 2008 pour mieux évaluer les impacts du changement de méthodologie ;
- facilité de retropolation : le choix de l'année implique la longueur de la série à retropoler selon le SCN 2008.

A l'issue de l'analyse des informations caractérisant tous ces critères, il a été retenu de choisir l'année 2017 comme nouvelle année de base des comptes nationaux. On peut ainsi retenir comme spécificités pour 2017, les points suivants :

- année plus ou moins « normale » en comparaison aux années 2014, 2015, 2016 et 2018 ;
- sources de données importantes disponibles et/ou proches pour cette année ;
- pas d'implication en termes de retard ;
- facilité de retropolation.

3.7 Mise en place d'une stratégie d'accélération des travaux

En raison des contraintes de calendrier et de l'ampleur des travaux à réaliser, la stratégie a consisté à mobiliser plusieurs experts au même moment, pour intervenir à des étapes clés du processus d'élaboration des comptes nationaux. Ces interventions se sont déroulées dans le cadre d'ateliers-retraites en vue d'intensifier le renforcement des capacités des cadres comptables nationaux et accélérer les travaux. Plus précisément, il s'agissait de :

- mobiliser deux à trois experts aux étapes de traitement des sources, de travaux analytiques et de synthèse finale pour l'année de base 2017 et la première année courante 2018. Ainsi selon la répartition des tâches entre les agents, chaque expert en ce qui le concerne, appuie efficacement l'équipe. De plus, l'intervention d'experts provenant d'horizons divers a permis de partager leurs expériences et les bonnes pratiques, en vue de relever le défi de l'harmonisation des statistiques sur le continent ;
- organiser des ateliers-retraites, hors de la capitale durant les étapes clés du processus. Ces ateliers retraite ont regroupé les cadres comptables nationaux de l'INSEED, les partenaires sectoriels, ainsi que les experts d'AFRISTAT qui ont apporté leur assistance technique dans le cadre du Projet. A travers l'organisation de ce type d'ateliers, plusieurs objectifs ont été simultanément atteints. On peut citer, entre autres : l'accélération des travaux dans la sérénité et la concentration, la disponibilité des agents pour les travaux, la motivation du personnel, le développement de l'esprit d'équipe, et un renforcement des capacités plus intense et bénéfique ;

3.8 Démarche méthodologique de révision

La rénovation des comptes nationaux a entraîné des changements notables tant sur le plan méthodologique qu'au niveau des sources d'information.

Au plan méthodologique, la migration vers le SCN 2008 a permis de prendre en compte les nouveautés importantes pour l'économie tchadienne dont les principales sont :

- l'affinement de la méthode de calcul des services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) ;
- le calcul de la Production des services d'assurance dommages ;
- la clarification de la production de la Banque Centrale.

3.9 Sources de données mobilisées

Les principales sources utilisées sont :

Sources administratives

- le Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) ;
- les Déclarations Statistiques et Financières (DSF) ;
- les données des ministères en charge de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, etc. ;
- les comptes de gestion des administrations de sécurité sociale, des collectivités territoriales, et des établissements publics ;
- la situation d'exécution du budget dont le Budget Spécial d'Investissement ;
- les statistiques du secteur financier : les états financiers et les rapports annuels de la BEAC, des banques commerciales, des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) et des assurances etc. ;
- les statistiques du commerce extérieur ;
- les statistiques de la balance des paiements de la BEAC ;
- les statistiques sur les prix à la consommation (IHPC) ;

Données d'enquêtes et de recensement ponctuelles

- les résultats des enquêtes auprès des ménages : ECOSIT 4 ;

Pour les besoins de la rénovation des comptes nationaux, les enquêtes spécifiques réalisées sont :

- enquête auprès des Institutions Sans But Lucratifs (ISBL) ;
- enquête sur les marges de commerce et de transport ;
- enquête sur la structure des consommations intermédiaires ;
- enquête sur les médias ;

4. Principaux résultats et analyse des impacts de la révision sur le niveau du PIB

Les résultats issus des travaux du changement d'année de base 2017 des comptes nationaux et de la migration vers le SCN 2008 donnent un PIB de 7 751 milliards de FCFA contre 6 179 milliards de FCFA selon le SCN 93, soit une réévaluation de 25,4%. Le gain de 1 572 milliards FCFA du niveau du PIB s'explique essentiellement par l'amélioration de la couverture de l'activité économique à travers l'utilisation des sources additionnelles dans plusieurs secteurs et l'amélioration des méthodes de calcul conformément aux recommandations du SCN 2008.

4.1 Changements majeurs

La hausse de 25,4% du PIB s'explique par :

- Une large couverture des activités économiques avec une contribution de +11,6%, due à la prise en compte des données sources telles que : les résultats de l'enquête ECOSIT 4, les enquêtes spécifiques réalisées pour les besoins de la rénovation des comptes nationaux, ainsi que les données plus améliorées de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, etc. ;
- la mise en œuvre des recommandations du SCN 2008 avec une contribution de +0,6 % due à la clarification de la production de la banque centrale, à l'amélioration du calcul de la production des services d'assurance dommages, au traitement de la réassurance comme l'assurance directe, et à l'affinement de la méthode de calcul des services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) et sa répartition. Il convient de signaler que les activités de Recherche et développement (R-D), ainsi que les dépenses militaires n'ont pas été prises en compte, faute de données ;
- le retraitement des données des impôts et taxes nets de subvention avec une contribution de +0,7% due à une codification plus affinée et une mise en cohérence des informations fournies ;

- Une actualisation des méthodes d'estimation avec une contribution de +12,7% due à la révision du traitement des données de l'élevage, ainsi que l'utilisation de prix moyens des animaux sur pieds en vue de se rapprocher le plus possible des prix à la production.

4.2 Réévaluation des ressources du PIB

L'analyse des résultats de la réévaluation du Produit intérieur brut (PIB) montre une hausse de la valeur ajoutée du secteur primaire de 50,0% et du secondaire de 34,2%, dans la nouvelle base par rapport à l'ancienne base. Le tertiaire est révisé à la baisse de 2,6% dans la nouvelle base.

En outre, l'analyse de la structure du PIB, indique une hausse de 8,4 points de pourcentage du poids du secteur primaire, passant de 43,0% selon le SCN 93 à 51,4% selon le SCN 2008. Le poids du secteur secondaire a légèrement augmenté de 0,9 point. Par contre, le poids du tertiaire baisse de 9,3 points, et s'établit à 32,4% dans la nouvelle base contre 41,8% dans l'ancienne base.

Concernant les contributions des secteurs à la réévaluation du PIB de 25,4%, il ressort que le secteur primaire (y compris les activités extractives) a fortement impacté ces résultats avec 21,5 points de pourcentage suivi du secondaire (4,3 points) et les impôts nets de subvention sur les produits (0,7 point). En revanche, le tertiaire a contribué négativement de 1,1 point. Une analyse détaillée des résultats par secteur permet de comprendre les raisons des différentes réévaluations.

Tableau 1 : Comparaison des résultats par secteur selon l'optique production

Secteurs	SCN 1993 (millions FCFA)	SCN 2008 (millions FCFA)	Écart absolu (millions FCFA)	Variation relative (%)	Poids SCN 1993 (%)	Poids SCN 2008 (%)	Contributions (%)
Primaire (y compris extractives)	2 655 000	3 981 308	1 326 308	50,0	43,0	51,4	21,5
Secondaire	781 187	1 048 350	267 163	34,2	12,6	13,5	4,3
Tertiaire	2 580 763	2 514 486	-66 277	-2,6	41,8	32,4	-1,1
Impôts nets sur produits	162 092	207 067	44 975	27,7	2,6	2,7	0,7
PIB	6 179 042	7 751 211	1 572 169	25,4	100,00	100,00	25,4

Source : Comptes nationaux, INSEED

4.2.1. Analyse du secteur primaire

L'élaboration des comptes de l'année de base selon le SCN 2008 montre que la valeur ajoutée du secteur primaire a été réévaluée de 1 326 milliards de FCFA par rapport à l'ancien système, soit une hausse de 50,0%. Cette forte augmentation s'explique principalement par la progression de la valeur ajoutée des branches Élevage, sylviculture, pêche (+116,0%) et Extraction d'hydrocarbures (+74,5%).

En termes de contributions des différents secteurs, on note que le primaire contribue fortement à cette réévaluation avec 21,5 points de pourcentage. Cette amélioration est expliquée principalement par la mobilisation des sources de données, par le changement de nomenclature, et l'amélioration des méthodes d'estimation par rapport à la démarche utilisée dans les comptes élaborés selon le SCN 93.

En rappel, le secteur primaire est constitué des branches Agriculture vivrière, Agriculture de rente et industrielle, Élevage, sylviculture, pêche, Extraction d'hydrocarbures et Autres activités extractives.

Pour la branche agriculture vivrière, on enregistre une réévaluation à la baisse de la valeur ajoutée de 185 milliards de FCFA. Cette diminution de 16,9% est due dans un premier temps à l'estimation de la production. En effet, le produit arachide sous le SCN 93 est valorisé au prix à la consommation de l'arachide décortiqué. Cette manière de procéder surestimait la production de cette branche. En outre, les prix servant à la valorisation de tous les produits de cette branche sous le SCN 93 sont les prix à la consommation et non les prix au producteur. Dans un second temps, un changement de nomenclature a été effectué et a concerné le produit sésame qui faisait partie des produits de l'agriculture vivrière, et qui a été reclassé dans l'agriculture de rente et industrielle.

Pour la branche Agriculture de rente et industrielle, on enregistre une hausse de la valeur ajoutée de 99 milliards de FCFA. Cette forte réévaluation de 144,6% est due à l'intégration du sésame et des produits de l'égrenage de coton dans cette branche sous le système SCN 2008.

S'agissant des branches Élevage, sylviculture, pêche, une augmentation de 1 019 milliards de FCFA est notée, soit une variation de 116,0%, par rapport aux comptes sous SCN 93. Cette évolution s'explique par la prise en compte de l'effectif du cheptel issu du Recensement Général de l'Élevage (RGE2015), une révision des paramètres zootechniques et une correction des prix de valorisation des animaux sur pieds. En effet, la prise en compte des paramètres actualisés par le ministère en charge de l'élevage a permis de revaloriser la valeur ajoutée de cette activité.

En ce qui concerne la branche Pêche, une enquête a été réalisée par le ministère en charge de la pêche en collaboration avec l'INSEED. Cette opération a permis de mieux évaluer la production de cette activité contrairement aux traitements effectués selon le SCN 93 qui utilise le taux de croissance démographique. En outre, ne disposant pas d'informations sur la production des produits sylvicoles, elle a été déduite à partir de la consommation finale en ces produits fournie par ECOSIT4.

Pour la branche Extraction d'hydrocarbures, on enregistre un gain de 424 milliards de FCFA, soit une hausse de 74,5%. Cet écart est dû principalement à la prise en compte des statistiques sur les décotes fournies par le Ministère en charge du pétrole. Ce qui a permis d'améliorer le niveau de la production contrairement aux anciennes estimations des décotes qui étaient surévaluées.

4.2.2. Analyse du secteur secondaire

Le changement d'année de base et la migration vers le SCN 2008 a permis de réévaluer la valeur ajoutée du secteur secondaire de 267 milliards de FCFA par rapport à l'ancien système, soit une hausse de 34,2%. Cette augmentation s'explique principalement par la progression de la valeur ajoutée des branches Fabrication de produits chimiques (8064,0%), Fabrication de produits à base de céréales (633,4%), construction (233,5%) et Autres industries agro-alimentaires (74,1%).

La contribution du secteur secondaire dans la réévaluation du PIB est ressortie à 4,3 points de pourcentage. Cette augmentation est due en grande partie aux branches Construction, Fabrication de produits chimiques, Fabrication de produits à base de céréales et Autres industries agro-alimentaires qui ont contribué respectivement à hauteur de 2,5 points, 2,0 points, 1,5 point et 1,0 point.

La valeur ajoutée de la branche Construction a été réévaluée à 155,0 milliards FCFA dans la nouvelle base 2017 sous le SCN 2008 passant de 66,2 milliards FCFA sous le SCN 93 à 221,0 milliards FCFA, soit une hausse de 233,5%. Cette forte réévaluation est liée à une meilleure couverture des activités des entreprises du BTP, dont leur nombre est passé de 6 dans les comptes sous le SCN 93 à 74 dans les nouveaux comptes sous le SCN 2008. Par ailleurs, un traitement plus affiné des dépenses d'investissements des administrations publiques a permis d'isoler les dépenses engagées dans la construction de bâtiments et de génie civil. En outre, les méthodes d'estimations utilisées et la prise en compte des activités informelles de construction au profit des ménages ont contribué à cette hausse de la valeur ajoutée.

Pour la branche Fabrication de produits chimiques, on enregistre une réévaluation à la hausse de 123,0 milliards, soit une progression de 8064,0%. Cette augmentation s'explique par l'amélioration de la couverture des unités de production et le changement de la méthode d'estimation.

S'agissant de la branche fabrication de produits à base de céréales, elle a connu une réévaluation de 93,0 milliards, soit une révision de 633,4%. Cette hausse est due essentiellement à la couverture des unités économiques aussi bien dans le secteur formel à travers la mobilisation de leurs documents comptables que dans le secteur informel via l'exploitation des données de l'enquête ECOSIT 4. En outre, l'enquête structure de production réalisée auprès des entreprises a contribué à améliorer les estimations.

Les autres industries agro-alimentaires ont connu une augmentation de la valeur ajoutée de 74,1% passant de 85,9 milliards sous le SCN 93 à 150,0 milliards sous le SCN 2008. Cette augmentation est en due en grande partie à la couverture des unités de production.

La branche Abattage et transformation de la viande et du poisson a freiné la croissance du secondaire avec une contribution négative de 4,5%. En effet, la valeur ajoutée de cette branche est passée de 436,1 milliards sous le SCN 93 à 158,3 milliards sous le SCN 2008, soit une baisse de 63,7%. Cette diminution est imputable au changement méthodologique, ainsi qu'à la mise en cohérence de la filière « élevage-viande ».

Les évolutions de la valeur ajoutée survenues dans les autres branches du secondaire proviennent essentiellement de l'amélioration de la couverture des unités de production. En outre, la production des activités du secondaire qui ont échappé à la collecte de données a été estimée, ce qui ne fut pas le cas dans les comptes sous l'ancien système.

4.2.3. Analyse du secteur tertiaire

Le changement d'année de base et la migration vers le SCN 2008 ont impacté légèrement le secteur tertiaire avec une réévaluation en baisse de 2,6% par rapport à l'ancien système. En termes de contributions à la réévaluation du PIB, la part du tertiaire est ressortie négativement de 1,1 point de pourcentage. Cette contribution négative est principalement due aux branches Commerce et Poste et télécommunication, Activités de santé humaine et d'action sociale et Activités de services fournis aux entreprises. Toutefois, la réévaluation des différentes valeurs ajoutées des branches telles que les activités immobilières (+283,4 milliards de FCA), les activités d'administration publique (+97,7 milliards de FCA), Transport (+97,4 milliards de FCA) et les activités d'hébergement et de restauration (+77,8 milliards de FCA) ont permis d'atténuer cette baisse.

En ce qui concerne les activités immobilières, l'estimation des comptes rénovés est faite à partir de l'ECOSIT4 (l'estimation des loyers imputés), et le deuxième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH2). Par contre, dans les comptes élaborés selon le SCN 93, les données utilisées provenaient du premier Recensement Général de la Population et de l'Habitat. Ainsi, la mise à jour de la base de sondage et l'actualisation de l'estimation des paramètres techniques pour les activités immobilières ont induit une augmentation de la valeur ajoutée de 283,4 milliards FCFA, soit une hausse de 186,7% et une contribution de 4,6 points à la réévaluation du PIB.

Pour les Activités d'administration publique, on enregistre une réévaluation de 97,7 milliards de FCFA, soit une hausse de 40,1% par rapport à leur niveau selon le SCN 93. Cette augmentation s'explique par la bonne couverture des unités composant le secteur institutionnel des administrations publiques (les administrations centrales, la sécurité sociale, les administrations locales, et les établissements publics de l'État) et l'amélioration de la méthodologie de traitement des données source.

Le service de transport a également contribué à atténuer la réévaluation à la baisse du tertiaire. Il contribue à hauteur de 1,6 point de pourcentage à la formation du PIB sous SCN 2008 du secteur. La révision à la hausse des activités de transport s'explique par la réalisation de l'enquête marge de commerce et de transport et de l'enquête sur le transport urbain.

Pour ce qui est de la branche hôtellerie et restauration, trois sources d'informations ont permis de réévaluer la production de cette activité. Il s'agit de la prise en compte de l'enquête menée par l'Office National de la Promotion de Tourisme et de l'Artisanat, de l'enquête structure de production, des documents comptables des établissements hôteliers dans le formel, ainsi que les activités informelles de restauration. Cette réévaluation fournit une hausse de 77,8 milliards de FCFA soit une contribution de 1,3 points au PIB.

L'activité de la branche Commerce a été réévaluée en baisse de 29,9%, passant de 1039,6 milliards de FCFA sous SCN 93 à 729,3 milliards de FCFA sous SCN 2008. Cette réévaluation à la baisse est due à la prise en compte des nouvelles sources des données telles que l'enquête marge de commerce et de transport, la liste des entreprises déclarées au niveau du fisc, etc.

La branche Postes et télécommunications est révisée à la baisse de 56,8%, passant de 257,1 milliards de FCFA dans l'ancien système à 111,2 milliards de FCFA sous le SCN 2008. Cette diminution est due d'une part à un changement de nomenclature et à la couverture des activités, d'autre part. Dans les comptes élaborés selon le SCN 2008, cette branche a été scindée en deux activités « information et télécommunication » et « service de poste et courrier », et dont l'activité des postes et courriers a été

retirée et reclassée avec les services de transports. De plus, la valeur ajoutée de la branche des postes et télécommunications a été évaluée en couvrant un grand nombre d'établissements exerçant dans le domaine alors que sous le SCN 93, elle est calculée en utilisant un échantillon constant.

Concernant la branche de la santé humaine et de l'action sociale, la rénovation des comptes a évalué à la baisse de 46,3% leur valeur ajoutée. Cette forte diminution s'explique par l'amélioration dans la méthodologie de traitement et la bonne couverture des activités à partir des sources de données collectées telles que les administrations publiques, les entreprises formelles et informelles.

S'agissant de la branche des services fournis aux entreprises, ses activités sont ventilées en location et location-bail des matériels, autres services spécialisés scientifiques et techniques, et Service de recherche et développement dans la nouvelle nomenclature SCN2018. La réévaluation de la valeur ajoutée de cette branche est enregistrée en baisse de 52,2% et s'explique principalement par le changement de la couverture des activités à partir des sources de données collectées, contrairement aux estimations réalisées dans les comptes élaborés selon le SCN 93.

En ce qui concerne les activités des banques et assurances, on constate une contribution sous le SCN 2008 en diminution de 6,2%. Cette diminution s'explique par le changement de la méthodologie et l'application directe des recommandations du SCN 2008, notamment par le calcul du SIFIM et sa répartition, ainsi que le calcul de la production des assurances. À ce titre, même la prise en compte de la production de la Banque Centrale n'a pas permis de relever à la hausse la valeur ajoutée de la branche.

Pour ce qui est du SIFIM, la contribution est de 0,6 point. Elle s'explique par le changement de la méthodologie et de la nomenclature. Dans les anciens comptes, certains éléments ne sont pas pris en compte tels que : la clientèle financière, assurances et caisse de retraités, société non financière, coopération et groupement villageois.

4.3 Réévaluation des emplois du PIB

L'analyse des résultats de la réévaluation du Produit intérieur brut (PIB) selon l'optique dépenses indique une hausse de la plupart des agrégats, notamment, de la consommation finale (+18,0%), de la formation brute de capital fixe (+37,6%), et des exportations de biens et services de (+12,9%). Par contre, le niveau des importations de biens et services a baissé de 9,0%, tout comme celui de la variation des stocks de (11,2%).

En outre, l'analyse de la structure du produit intérieur brut (PIB) selon les emplois, montre une baisse de 5,0 points de pourcentage de la consommation finale, passant de 83,4% selon le SCN 93 à 78,4% selon le SCN 2008. Le poids de la FBCF a légèrement augmenté de 1,3 point, passant de 13,9% à 15,2%.

Tableau 2: Comparaison des emplois du PIB

Emplois du PIB	SCN 1993 (millions FCFA)	SCN 2008 (millions FCFA)	Écart absolu (millions FCFA)	Variatio n relative (%)	Poids SCN 1993 (%)	Poids SCN 2008 (%)	Contr ibutio ns (%)
Consommation finale	5 150 987	6 075 568	924 581	17,9	83,4	78,4	15,0
Ménages	4 501 750	5 284 104	782 354	17,4	72,9	68,2	12,7
Administrations publiques	510 827	741 646	230 819	45,2	8,3	9,6	3,7
ISBLSM	138 410	49 818	-88 592	-64,0	2,2	0,6	-1,4
FBCF	856 210	1 178 216	322 006	37,6	13,9	15,2	5,2
Variations de stocks	291 168	258 599	-32 569	-11,2	4,7	3,3	-0,5
Exportations	1 592 352	1 797 166	204 814	12,9	25,8	23,2	3,3
Importations	1 711 675	1 558 338	-153 337	-9,0	27,7	20,1	-2,5
PIB	6 179 042	7 751 211	1 572 169	25,4	100	100	25,4

Source : Comptes nationaux, INSEED

Concernant les contributions des emplois à la réévaluation du PIB de 25,4%, il ressort que la consommation finale a impacté ces résultats avec 15,0 points de pourcentage, principalement par les dépenses de consommation finale des ménages (12,7 points). Les contributions de la FBCF se situe à 5,2 points. Quant au commerce extérieur, on note que la contribution des exportations est ressortie à la hausse de 3,3 points, alors que celle des importations est en baisse de 2,5 points.

4.3.1. Analyse de la Consommation finale (ménages, APU, ISBLSM)

La consommation finale (CF) globale a été réévaluée à la hausse de 925 milliards de FCFA, soit un gain de 18,0% par rapport à son niveau dans les comptes selon le SCN 93. Cette augmentation est principalement influencée par les dépenses de consommation finale des ménages qui ont augmenté de 17,4%, et s'explique par l'intégration des résultats de la dernière enquête auprès des ménages ECOSIT4. En outre, les dépenses des Administrations publiques contribuent également à la réévaluation du PIB à hauteur de 3,7 points de contribution, et s'expliquent par la prise en compte des activités des unités composant ce secteur, notamment les collectivités locales et les établissements publics. Par contre, la consommation finale des ISBLSM enregistre une forte baisse de 64,0% dans les nouveaux comptes, en relation avec la volatilité des activités dans ce secteur et la prise en compte de l'enquête spécifique réalisée auprès de ces unités.

En raison de l'importance de la consommation finale des ménages dans les emplois du PIB, une analyse plus détaillée est proposée en vue de comprendre les changements intervenus dans les habitudes de consommation des ménages.

Analyse de la structure de consommation des ménages

Le changement d'année de base a été l'occasion d'intégrer les données de la nouvelle enquête, ECOSIT4, réalisée en 2018 en vue d'évaluer les dépenses de consommation des ménages tchadiens. À l'analyse des résultats obtenus, on note une hausse importante du niveau des dépenses, ainsi qu'un changement notable dans les habitudes de consommation des ménages à partir des produits de la nomenclature.

En ce qui concerne le niveau des dépenses engagées par les ménages, elles sont passées de 4 502 milliards de FCFA selon le SCN 93 à 5 284 milliards de FCFA selon le SCN 2008, soit une réévaluation de 782 milliards de FCFA. Cette hausse de 17,4% permet de dégager une contribution de 12,7 points de pourcentage dans la réévaluation du PIB. Cependant, dans les emplois du PIB, le poids de la CF des ménages est passé de 72,9% à 68,2%, soit une baisse de 4,7 points.

S'agissant de la consommation des produits du secteur primaire, les dépenses ont été enregistré globalement en augmentation de 259 milliards de FCFA, liée à la réalisation d'une grande opération de collecte des données auprès des ménages (ECOSIT4). Par ailleurs, l'analyse des habitudes de consommation des ménages à partir des produits de la nomenclature montre des changements importants, en hausse ou en baisse entre les deux systèmes. On note que les dépenses des ménages

ont fortement baissé pour les vivriers (céréales, tubercules, légumes et fruits) de 205 milliards de FCFA, soit 22,7% dans les comptes rénovés.

Une augmentation des dépenses de CF des produits de la branche de l'agriculture de rente et industrielle est constatée (+6 milliards de FCFA). Ce changement de la structure de consommation des ménages entre les deux systèmes est dû principalement au reclassement du produit sésame dans la branche agriculture de rente. Par ailleurs, la CF en produits de l'élevage, de la sylviculture et de la pêche a été réévaluée en hausse (+474 milliards de FCFA) par rapport au SCN 93.

Les dépenses en CF au niveau des produits du secteur secondaire, c'est-à-dire les produits agroalimentaires : transformation des céréales (+340 milliards de FCFA), produits de la branche des Autres produits agro-alimentaires (+166 milliards de FCFA), Produits chimiques (+184 milliards de FCFA) ont été réévaluées. Ces fortes réévaluations sont également dues à la couverture des dépenses des ménages par l'enquête ECOSIT4. Par contre, les dépenses en CF pour certains produits ont baissé : Produits de l'abattage et de la transformation de la viande et du poisson (-459 milliards de FCFA), boissons (-127 milliards de FCFA), Matériels de transport et autres produits industriels (-74 milliards de FCFA).

Les dépenses de consommation finales des ménages du secteur tertiaire sont passées de 1035 milliards de FCFA sous SCN 93 à 1238 milliards de FCFA sous le SCN 2008. La réévaluation de ces dépenses provient également de l'intégration des données de l'enquête ECOSIT4. La CF des ménages a augmenté pour les services de +203 milliards de FCFA, expliquée essentiellement par une forte dépense de consommation des services de l'hôtellerie et des services de l'immobilier. En effet, un ensemble large d'établissements hôteliers a été couvert. De même, l'estimation de la consommation des services immobiliers à partir des données de l'ECOSIT 4 a réévalué à la hausse le niveau de ces dépenses.

4.3.2. Analyse de la FBCF et de la Variation des Stocks

La formation brute de capital fixe a été réévalué à la hausse de 37,6%, passant de 856 milliards de FCFA à 1178 milliards de FCFA. Les produits ayant fait l'objet d'investissement et qui ont fortement contribué à ce gain sont : les animaux sur pieds (520,2%) et les travaux de construction et de génie civil (54,6%).

S'agissant des animaux sur pieds, cette croissance est imputable à l'utilisation des paramètres zootechniques actualisés par le ministère en charge de l'élevage.

En ce qui concerne les services des autres activités extractives, l'amélioration de la méthode d'estimation de la FBCF, ainsi que la prise en compte de cette nouvelle activité dans la nomenclature permet de justifier cette valeur importante.

Quant aux produits de la branche de construction, la couverture des unités de production a été améliorée d'une part et d'autre part, les dépenses d'investissement des administrations publiques ont été captées.

Par contre la variation de stock a baissé de 33 milliards FCFA soit une réévaluation en baisse de 11,2% dans les nouveaux comptes, en comparaison avec ceux du SCN 93. D'une manière générale, sous le SCN 2008 la variation de stock est donnée par les données sources alors que sous le SCN 93, pour réaliser les équilibres ressources-emplois, la variation de stock a été utilisée comme variable de bouclage.

Particulièrement pour les animaux sur pieds, la méthode utilisée pour l'estimation de la variation de stock est celle du partage du croît non exploité entre la FBCF et la variation des stocks.

4.3.3. Analyse du commerce extérieur

Dans le cadre de changement de l'année de base et de la migration vers le SCN 2008, les données des exportations et importations de biens et services ont été compilées à partir de la Balance de paiement (BDP) de la BEAC et des statistiques de commerce extérieur de l'INSEED. À ce titre, les exportations des biens et services s'établissent à 1 797 milliards de FCFA en 2017 dans la nouvelle base contre 1592 milliards de FCFA dans l'ancienne base, soit une réévaluation de +12,9%. Quant aux importations

des biens et services, leur niveau de réévaluation est en baisse de 9,0%, passant de 1 711 milliards de FCFA à 1 558 milliards de FCFA.

Les raisons liées à ces changements importants sont imputables à la révision des statistiques des balances de paiements dans leur version définitive et à l'application du manuel 6 du FMI, et à l'amélioration de la couverture des statistiques de commerce extérieur de l'INSEED à partir des déclarations douanières des bureaux non informatisés. En outre, la prise en compte de l'analyse des filières sésame, pêche, gomme arabique, et élevage a permis de réviser le niveau des exportations.

Les niveaux des exportations et importations utilisés dans les comptes sous SCN 93 proviennent des projections de la BEAC, avec des arbitrages effectués par l'INSEED. Ces projections donnent un solde déficitaire de 119 milliards de FCFA sous SCN 93 contre un excédent de 238 milliards FCFA sous SCN 2008.

Concernant le niveau des exportations, on note une amélioration de 204 milliards de FCFA dans les comptes rénovés. Cette variation à la hausse est liée aux exportations des produits suivants : Hydrocarbures (+ 178 milliards de FCFA), Produits de l'abattage et de la transformation de la viande et du poisson (+ 169 milliards de FCFA) et les Produits de l'agriculture de rente et industrielle (+ 130 milliards de FCFA),

Pour ce qui est des poissons à l'exportation, leur forte augmentation s'explique par la prise en compte du commerce de ce produit principalement vers le Nigeria.

Concernant les produits de l'agriculture de rente et industrielle, le sésame occupe une place importante. C'est un produit cultivé par les agriculteurs pour avoir des liquidités et est beaucoup plus orientés vers l'exportation. En volume, 85% de la production est exportée. Ce qui a fait augmenter le niveau des exports de ce produit.

Pour le produit extraction d'hydrocarbure, cette forte augmentation est principalement due à la prise en compte des statistiques sur les décotes fournies par le Ministère en charge du pétrole alors qu'auparavant les estimations des décotes étaient surévaluées.

Au niveau des importations, on note une baisse de 153 milliards de FCFA dans les nouveaux comptes comparativement aux anciens comptes sous SCN 93. Cette baisse est due à la diminution à l'importation des produits matériels de transport et autres produits industrielles (229 milliards de FCFA), services fournis aux entreprises (134 milliards de FCFA), correction territoriale (114 milliards de FCFA) et pétrole raffiné (108 milliards de FCFA)

4.4 Importance du secteur informel dans les comptes nationaux

Les résultats de la nouvelle année de base 2017 montrent que le secteur informel occupe une place importante dans l'économie tchadienne. En effet, la richesse générée par les activités informelles leur confère un poids de 62,3% dans le PIB de l'année 2017, et 64,0% dans la valeur ajoutée totale. Les activités informelles se retrouvent dans presque tous les secteurs.

Ainsi, au niveau du secteur primaire, les activités informelles représentent 38,5% du PIB. Cette forte contribution est induite principalement par les branches Élevages de Bovins, des Ovins et Caprins, la Culture des céréales, la pêche et la Pisciculture, et la culture des légumes. Ces branches contribuent respectivement à hauteur de 10,1% ; 4,8% ; 3,9% ; 3,0% et 3,0%.

En ce qui concerne le secteur secondaire, l'informel représente 8,8% du PIB. Cette contribution est tirée par les branches transformation et conservation de poissons, les industries chimiques de base, produits en caoutchouc et plastique et la fabrication de produits à base de céréales. Ces branches contribuent respectivement à hauteur de 1,8% ; 1,5%, et 0,9%.

Pour le tertiaire, l'informel représente 15,0% de la valeur ajoutée de ce secteur. Cette contribution est tirée principalement par la branche commerce, Transport terrestre, et hébergement et restauration. Ces branches contribuent respectivement à hauteur de 8,3%, 1,9% et 1,2%.

5. Perspectives

En termes de perspectives, il est prévu de poursuivre les travaux de rénovation des comptes nationaux au cours de l'année 2022 par :

- La finalisation des travaux de l'année de base 2017 et de l'année courante 2018,
 - travaux sur les comptes d'exploitation ;
 - travaux sur le TCEI ;
 - analyse complète des résultats des comptes de la nouvelle année de base ;
- La poursuite de la réalisation d'enquêtes et d'études spécifiques (extraction de sable et graviers, orpaillage, transport informel...) ;
- Les travaux de retropolation ;
- L'élaboration de la note méthodologique de réalisation des travaux de rénovation des comptes nationaux ;
- Le démarrage des travaux des comptes de l'année courante 2019 ;

6. Recommandations

- Assurer la stabilité de l'équipe des comptables nationaux ;
- Poursuivre les rencontres avec les partenaires de l'INSEED pour collecter les données de sources administratives, conformément aux exigences du SCN 2008 ;
- Organiser des ateliers-retraites d'élaboration des comptes nationaux afin d'accélérer les travaux de migration au SCN 2008 ;
- Associer les services sectoriels clés au traitement des données sources (TOFE, situation du recouvrement des impôts, commerce extérieur et balance des paiements, agriculture, etc.) ;
- Poursuivre par les échanges avec la Banque Centrale, la prise en compte du commerce transfrontalier (exportation et importation) et les informations détaillées sur la prise en compte des activités financières ;
- Entamer les travaux d'adaptation de nomenclatures nationales d'activités et de produits ;
- Doter le Service des comptes nationaux en moyens de transports en vue de faciliter les collectes de données sources et la sensibilisation des structures partenaires ;
- Doter la Direction d'une salle de réunion en vue de permettre à l'équipe de travailler dans les meilleures conditions possibles.

7. ANNEXES

Tableau 1 : Comparaison des résultats de l'année de base 2017 (selon l'optique production)

Secteurs	SCN 1993 (millions FCFA)	SCN 2008 (millions FCFA)	Écart absolu (millions FCFA)	Variation relative (%)	Poids SCN 1993 (%)	Poids SCN 2008 (%)	Contributions (%)
Primaire (y compris extractives)	2,655,000	3,981,308	1,326,308	50.0	43.0	51.4	21.5
<i>Agriculture vivrière</i>	1,097,373	912,060	-185,313	-16.9	17.8	11.8	-3.0
<i>Agriculture de rente et industrielle</i>	68,819	168,344	99,525	144.6	1.1	2.2	1.6
<i>Élevage, sylviculture, pêche</i>	879,000	1,898,393	1,019,393	116.0	14.2	24.5	16.5
<i>Extraction d'hydrocarbures</i>	569,127	993,163	424,036	74.5	9.2	12.8	6.9
<i>Autres activités extractives</i>	40,680	9,348	-31,332	-77.0	0.7	0.1	-0.5
Secondaire	781,187	1,048,350	267,163	34.2	12.6	13.5	4.3
<i>Abattage et transformation de la viande et du poisson</i>	436,137	158,325	-277,812	-63.7	7.1	2.0	-4.5
<i>Fabrication d'huiles</i>	6,422	27,228	20,806	324.0	0.1	0.4	0.3
<i>Fabrication de produits à base de céréales</i>	14,678	107,654	92,976	633.4	0.2	1.4	1.5
<i>Fabrication de boissons</i>	54,674	39,960	-14,714	-26.9	0.9	0.5	-0.2
<i>Fabrication de produits à base de tabac</i>	6,373	15,458	9,085	142.6	0.1	0.2	0.1
<i>Autres industries agro-alimentaires</i>	85,876	149,519	63,643	74.1	1.4	1.9	1.0
<i>Égrenage du coton, industrie textile, de l'habillement, fabrication de produits en cuir</i>	1,855	37,251	35,396	1908.1	0.0	0.5	0.6
<i>Industrie du bois et des meubles</i>	24,378	3,230	-21,148	-86.8	0.4	0.0	-0.3
<i>Fabrication de papier, de cartons et de produits édités et imprimés</i>	3,936	2,511	-1,425	-36.2	0.1	0.0	0.0
<i>Raffinage de pétrole</i>	66,903	77,959	11,056	16.5	1.1	1.0	0.2
<i>Fabrication de produits chimiques</i>	1,521	124,175	122,654	8064.0	0.0	1.6	2.0
<i>Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques et matériaux de construction</i>	1,213	6,542	5,329	439.3	0.0	0.1	0.1
<i>Fabrication de matériels de transport et autres activités industrielles</i>	1,720	35,165	33,445	1944.5	0.0	0.5	0.5
<i>Production et distribution d'électricité, gaz et eau</i>	9,330	42,683	33,353	357.5	0.2	0.6	0.5
<i>Construction</i>	66,171	220,690	154,519	233.5	1.1	2.8	2.5

Secteurs	SCN 1993 (millions FCFA)	SCN 2008 (millions FCFA)	Écart absolu (millions FCFA)	Variation relative (%)	Poids SCN 1993 (%)	Poids SCN 2008 (%)	Contributions (%)
Tertiaire	2,580,763	2,514,486	-66,277	-2.6	41.8	32.4	-1.1
<i>Commerce</i>	1,039,596	729,265	-310,331	-29.9	16.8	9.4	-5.0
<i>Réparations</i>	136,059	97,863	-38,196	-28.1	2.2	1.3	-0.6
<i>Hôtellerie et restauration</i>	25,831	103,667	77,836	301.3	0.4	1.3	1.3
<i>Transport</i>	96,125	193,538	97,413	101.3	1.6	2.5	1.6
<i>Postes et télécommunications</i>	257,111	111,174	-145,937	-56.8	4.2	1.4	-2.4
<i>Banques et assurances</i>	65,041	61,006	-4,035	-6.2	1.1	0.8	-0.1
<i>Activités immobilières</i>	151,765	435,141	283,376	186.7	2.5	5.6	4.6
<i>Activités de services fournis aux entreprises</i>	120,568	57,624	-62,944	-52.2	2.0	0.7	-1.0
<i>Activités d'administration publique</i>	244,054	341,799	97,745	40.1	3.9	4.4	1.6
<i>Éducation</i>	155,827	189,644	33,817	21.7	2.5	2.4	0.5
<i>Activités de santé humaine et d'action sociale</i>	202,522	108,665	-93,857	-46.3	3.3	1.4	-1.5
<i>Activités vétérinaires</i>	13,237	19,900	6,663	50.3	0.2	0.3	0.1
<i>Activités de services personnels et collectifs</i>	113,029	65,200	-47,829	-42.3	1.8	0.8	-0.8
<i>Service d'intermédiation financière indirectement mesuré</i>	-40,002	0	40,002	-100.0	-0.6	0.0	0.6
Impôts nets sur produits	162,092	207,067	44,975	27.7	2.6	2.7	0.7
PIB	6,179,042	7,751,211	1,572,169	25.4	100	100	25.4

CF MÉNAGES

Code	Produits	SCN 1993 (millions FCFA)	SCN 2008 (millions FCFA)	Écart absolu (millions FCFA)	Variation relative (%)	Poids SCN 1993 (%)	Poids SCN 2008 (%)	Contributions (%)
011	Produits de l'agriculture vivrière	901,411	696658	-204,753	-22.7	20.0	13.2	-4.5
012	Produits de l'agriculture de rente et industrielle	4,114	10289	6,175	150.1	0.1	0.2	0.1
013	Produits de l'élevage, de la sylviculture, de la pêche	334,225	808007	473,782	141.8	7.4	15.3	10.5
021	Hydrocarbures	0	0	0		0.0	0.0	0.0
022	Autres produits des activités extractives	24,860	8845	-16,015	-64.4	0.6	0.2	-0.4
031	Produits de l'abattage et de la transformation de la viande et du poisson	1,016,009	557237	-458,772	-45.2	22.6	10.5	-10.2
034	Huiles	90,112	166718	76,606	85.0	2.0	3.2	1.7
035	Produits de la transformés des céréales	81,858	422174	340,316	415.7	1.8	8.0	7.6
037	Boissons	205,797	78367	-127,430	-61.9	4.6	1.5	-2.8
038	Produits à base de tabac	43,599	39943	-3,656	-8.4	1.0	0.8	-0.1
039	Autres produits agro-alimentaires	258,695	425069	166,374	64.3	5.7	8.0	3.7
042	Fibre de coton, textile, habillement, produits en cuir	52,423	348721	296,298	565.2	1.2	6.6	6.6
043	Bois et meubles	17,262	680	-16,582	-96.1	0.4	0.0	-0.4
044	Papier, cartons, produits édités et imprimés	18,037	2901	-15,136	-83.9	0.4	0.1	-0.3
045	Pétrole raffiné	174,948	114586	-60,362	-34.5	3.9	2.2	-1.3
046	Produits chimiques	45,268	229531	184,263	407.0	1.0	4.3	4.1
047	Autres produits minéraux non métalliques et matériaux de construction	9,503	2254	-7,249	-76.3	0.2	0.0	-0.2
049	Matériels de transport et autres produits industrielles	160,778	87182	-73,596	-45.8	3.6	1.6	-1.6
050	Électricité, gaz et eau	27,627	45567	17,940	64.9	0.6	0.9	0.4
060	Bâtiment et produit des Travaux publics	0	1481	1,481		0.0	0.0	0.0
071	Ventes	0	0	0		0.0	0.0	0.0
072	Réparations	34,175	15357	-18,818	-55.1	0.8	0.3	-0.4
080	Hôtel et restaurants	34,356	438321	403,965	1175.8	0.8	8.3	9.0
090	Transports	238,947	99628	-139,319	-58.3	5.3	1.9	-3.1
100	Postes et télécommunications	279,823	74860	-204,963	-73.2	6.2	1.4	-4.6
112	Services des Banques et assurances	27,276	26799	-477	-1.7	0.6	0.5	0.0
121	Services immobiliers	131,723	411286	279,563	212.2	2.9	7.8	6.2

Code	Produits	SCN 1993 (millions FCFA)	SCN 2008 (millions FCFA)	Écart absolu (millions FCFA)	Variation relative (%)	Poids SCN 1993 (%)	Poids SCN 2008 (%)	Contributions (%)
122	Services fournis aux entreprises	24,648	9794	-14,854	-60.3	0.5	0.2	-0.3
130	Services d'administration publique	0	0	0		0.0	0.0	0.0
140	Éducation	41,961	37424	-4,537	-10.8	0.9	0.7	-0.1
151	Santé humaine et action sociale	99,986	102938	2,952	3.0	2.2	1.9	0.1
152	Services de vétérinaires	4,037	806	-3,231	-80.0	0.1	0.0	-0.1
160	Services personnels et collectifs	66,665	23847	-42,818	-64.2	1.5	0.5	-1.0
170	Service d'intermédiation financière indirectement mesuré	0	0	0		0.0	0.0	0.0
180	Correction territoriale	51,627	-3166	-54,793	-106.1	1.1	-0.1	-1.2
	TOTAL	4,501,750	5,284,104	782,354	17.4	100	100	17.4

FBCF

Code	Produits	SCN 1993 (millions FCFA)	SCN 2008 (millions FCFA)	Écart absolu (millions FCFA)	Variation relative (%)	Poids SCN 1993 (%)	Poids SCN 2008 (%)	Contributions (%)
011	Produits de l'agriculture vivrière	0	0	0		0.0	0.0	0.0
012	Produits de l'agriculture de rente et industrielle	0	0	0		0.0	0.0	0.0
013	Produits de l'élevage, de la sylviculture, de la pêche	74,134	459781	385,647	520.2	8.7	39.0	45.0
021	Hydrocarbures	0	0	0		0.0	0.0	0.0
022	Autres produits des activités extractives	0	70533	70,533		0.0	6.0	8.2
031	Produits de l'abattage et de la transformation de la viande et du poisson	0	0	0		0.0	0.0	0.0
034	Huiles	0	0	0		0.0	0.0	0.0
035	Produits de la transformés des céréales	0	0	0		0.0	0.0	0.0
037	Boissons	0	0	0		0.0	0.0	0.0

Code	Produits	SCN 1993 (millions FCFA)	SCN 2008 (millions FCFA)	Écart absolu (millions FCFA)	Variation relative (%)	Poids SCN 1993 (%)	Poids SCN 2008 (%)	Contributions (%)
038	Produits à base de tabac	0	0	0		0.0	0.0	0.0
039	Autres produits agro-alimentaires	0	0	0		0.0	0.0	0.0
042	Fibre de coton, textile, habillement, produits en cuir	0	0	0		0.0	0.0	0.0
043	Bois et meubles	3,127	1158	-1,969	-63.0	0.4	0.1	-0.2
044	Papier, cartons, produits édités et imprimés	0	0	0		0.0	0.0	0.0
045	Pétrole raffiné	0	0	0		0.0	0.0	0.0
046	Produits chimiques	0	0	0		0.0	0.0	0.0
047	Autres produits minéraux non métalliques et matériaux de construction	0	0	0		0.0	0.0	0.0
049	Matériels de transport et autres produits industrielles	586,791	357205	-229,586	-39.1	68.5	30.3	-26.8
050	Électricité, gaz et eau	0	0	0		0.0	0.0	0.0
060	Bâtiment et produit des Travaux publics	181,253	280137	98,884	54.6	21.2	23.7	11.5
071	Ventes		0	0			0.0	0.0
072	Réparations		0	0			0.0	0.0
080	Hôtel et restaurants		0	0			0.0	0.0
090	Transports		5	0			0.0	0.0
100	Postes et télécommunications		0	0			0.0	0.0
112	Services des Banques et assurances		0	0			0.0	0.0
121	Services immobiliers		0	0			0.0	0.0
122	Services fournis aux entreprises	10,905	10786	-119	-1.1	1.3	0.9	0.0
130	Services d'administration publique		0	0			0.0	0.0
140	Éducation		0	0			0.0	0.0
151	Santé humaine et action sociale		0	0			0.0	0.0
152	Services de vétérinaires		0	0			0.0	0.0
160	Services personnels et collectifs		0	0			0.0	0.0
170	Service d'intermédiation financière indirectement mesuré			0				0.0
180	Correction territoriale		0	0			0.0	0.0
	TOTAL	856,210	1,179,605	323,395	37.8	100.0	100.0	37.8

EXPORTATIONS

Code	Produits	SCN 1993 (millions FCFA)	SCN 2008 (millions FCFA)	Écart absolu (millions FCFA)	Variation relative (%)	Poids SCN 1993 (%)	Poids SCN 2008 (%)	Contributions (%)
011	Produits de l'agriculture vivrière	123,752	2322	-121,430	-98.1	7.8	0.1	-7.6
012	Produits de l'agriculture de rente et industrielle	58,935	189191	130,256	221.0	3.7	9.9	8.2
013	Produits de l'élevage, de la sylviculture, de la pêche	234,321	217826	-16,495	-7.0	14.7	11.4	-1.0
021	Hydrocarbures	981,486	1159564	178,078	18.1	61.6	60.6	11.2
022	Autres produits des activités extractives	5	9755	9,750	195000.0	0.0	0.5	0.6
031	Produits de l'abattage et de la transformation de la viande et du poisson	2,078	171008	168,930	8129.5	0.1	8.9	10.6
034	Huiles	94	2697	2,603	2769.1	0.0	0.1	0.2
035	Produits de la transformés des céréales	0	8	8		0.0	0.0	0.0
037	Boissons	0	0	0		0.0	0.0	0.0
038	Produits à base de tabac	934	0	-934	-100.0	0.1	0.0	-0.1
039	Autres produits agro-alimentaires	23	1185	1,162	5052.2	0.0	0.1	0.1
042	Fibre de coton, textile, habillement, produits en cuir	31,200	2067	-29,133	-93.4	2.0	0.1	-1.8
043	Bois et meubles	4	1	-3	-75.0	0.0	0.0	0.0
044	Papier, cartons, produits édités et imprimés	113	230	117	103.5	0.0	0.0	0.0
045	Pétrole raffiné	3,513	13737	10,224	291.0	0.2	0.7	0.6
046	Produits chimiques	57	383	326	571.9	0.0	0.0	0.0
047	Autres produits minéraux non métalliques et matériaux de construction	0	16	16		0.0	0.0	0.0
049	Matériels de transport et autres produits industrielles	0	7851	7,851		0.0	0.4	0.5
050	Electricité, gaz et eau	0	14174	14,174		0.0	0.7	0.9
060	Batiment et produit des Travaux publics	0	85	85		0.0	0.0	0.0
071	Ventes	0	0	0		0.0	0.0	0.0
072	Réparations	43,907	0	-43,907	-100.0	2.8	0.0	-2.8
080	Hotel et restaurants	16,122	22669	6,547	40.6	1.0	1.2	0.4
090	Transports	7,400	11922	4,522	61.1	0.5	0.6	0.3
100	Postes et télécommunications	16,095	14935	-1,160	-7.2	1.0	0.8	-0.1
112	Services des Banques et assurances	0	6638	6,638		0.0	0.3	0.4
121	Services immobiliers	768	18898	18,130	2360.7	0.0	1.0	1.1
122	Services fournis aux entreprises	0	21336	21,336		0.0	1.1	1.3

Code	Produits	SCN 1993 (millions FCFA)	SCN 2008 (millions FCFA)	Écart absolu (millions FCFA)	Variation relative (%)	Poids SCN 1993 (%)	Poids SCN 2008 (%)	Contributions (%)
130	Services d'administration publique	0	0	0		0.0	0.0	0.0
140	Education	0	11740	11,740		0.0	0.6	0.7
151	Santé humaine et action sociale	0	168	168		0.0	0.0	0.0
152	Services de vétérinaires	0	0	0		0.0	0.0	0.0
160	Services personnels et collectifs	0	88	88		0.0	0.0	0.0
170	Service d'intermédiation financière indirectement mesuré	0		0		0.0		0.0
180	Correction territoriale	71,545	12094	-59,451	-83.1	4.5	0.6	-3.7
	TOTAL	1,592,352	1,912,588	320,236	20.1	100.0	100.0	20.1

IMPORTATIONS

Code	Produits	SCN 1993 (millions FCFA)	SCN 2008 (millions FCFA)	Ecart absolu (millions FCFA)	Variation relative (%)	Poids SCN 1993 (%)	Poids SCN 2008 (%)	Contributions (%)
011	Produits de l'agriculture vivrière	4,101	15111	11,010	268.5	0.2	1.0	0.6
012	Produits de l'agriculture de rente et industrielle	0	13	13		0.0	0.0	0.0
013	Produits de l'élevage, de la sylviculture, de la pêche	349	85	-264	-75.6	0.0	0.0	0.0
021	Hydrocarbures	0	0	0		0.0	0.0	0.0
022	Autres produits des activités extractives	13,520	9906	-3,614	-26.7	0.8	0.6	-0.2
031	Produits de l'abattage et de la transformation de la viande et du poisson	14,951	2334	-12,617	-84.4	0.9	0.1	-0.7
034	Huiles	25,955	4888	-21,067	-81.2	1.5	0.3	-1.2
035	Produits de la transformés des cereales	5,938	41602	35,664	600.6	0.3	2.7	2.1
037	Boissons	15,156	1079	-14,077	-92.9	0.9	0.1	-0.8
038	Produits à base de tabac	21,866	10771	-11,095	-50.7	1.3	0.7	-0.6
039	Autres produits agro-alimentaires	105,665	183145	77,480	73.3	6.2	11.7	4.5

Code	Produits	SCN 1993 (millions FCFA)	SCN 2008 (millions FCFA)	Ecart absolu (millions FCFA)	Variation relative (%)	Poids SCN 1993 (%)	Poids SCN 2008 (%)	Contributions (%)
042	Fibre de coton, textile, habillement, produits en cuir	3,674	262224	258,550	7037.3	0.2	16.8	15.1
043	Bois et meubles	569	3084	2,515	442.0	0.0	0.2	0.1
044	Papier, cartons , produits édités et imprimés	18,963	6318	-12,645	-66.7	1.1	0.4	-0.7
045	Pétrole raffiné	114,110	5429	-108,681	-95.2	6.7	0.3	-6.3
046	Produits chimiques	122,874	121789	-1,085	-0.9	7.2	7.8	-0.1
047	Autres produits minéraux non métalliques et matériaux de construction	28,788	20581	-8,207	-28.5	1.7	1.3	-0.5
049	Materiels de transport et autres produits industrielles	558,212	328524	-229,688	-41.1	32.6	21.1	-13.4
050	Electricité, gaz et eau	1,359	1346	-13	-1.0	0.1	0.1	0.0
060	Batiment et produit des Travaux publics	0	14264	14,264		0.0	0.9	0.8
071	Ventes	0	0	0		0.0	0.0	0.0
072	Réparations	271	0	-271	-100.0	0.0	0.0	0.0
080	Hotel et restaurants	2,794	16636	13,842	495.4	0.2	1.1	0.8
090	Transports	260,931	256271	-4,660	-1.8	15.2	16.4	-0.3
100	Postes et télécommunications	9,658	13359	3,701	38.3	0.6	0.9	0.2
112	Services des Banques et assurances	13,573	56953	43,380	319.6	0.8	3.7	2.5
121	Services immobiliers	0	1795	1,795		0.0	0.1	0.1
122	Services fournis aux entreprises	245,226	111482	-133,744	-54.5	14.3	7.2	-7.8
130	Services d'administration publique	0	0	0		0.0	0.0	0.0
140	Education	0	23803	23,803		0.0	1.5	1.4
151	Santé humaine et action sociale	0	37083	37,083		0.0	2.4	2.2
152	Services de vétérinaires	0	0	0		0.0	0.0	0.0
160	Services personnels et collectifs	0	61	61		0.0	0.0	0.0
170	Service d'intermédiation financière indirectement mesuré	0		0		0.0		0.0
180	Correction territoriale	123,172	8928	-114,244	-92.8	7.2	0.6	-6.7
	TOTAL	1,711,675	1,558,864	-152,811	-8.9	100.0	100.0	-8.9

Secteurs	SCN 1993 (millions FCFA)	SCN 2008 (millions FCFA)	Ecart absolu (millions FCFA)	Variation relative (%)	Poids SCN 1993 (%)	Poids SCN 2008 (%)	Contributions (%)	Couverture des activités	Concepts SCN 2008	Améliorations méthodologiques	Changement de nomenclatures	Corrections d'erreurs du
Primaire (y compris extractives)	2 654 999,91	3 981 308,00	1 326 308,09	49,96	42,97	51,36	21,46	551 337,1	-	785 625,0	-	-
Agriculture vivrière	1 097 373,49	912 060,00	- 185 313,49	- 16,89	17,76	11,77	- 3,00	- 185 313,5				
Agriculture de rente et industrielle	68 819,00	168 344,00	99 525,00	144,62	1,11	2,17	1,61	99 525,0				
Élevage, sylviculture, pêche	879 000,43	1 898 393,00	1 019 392,57	115,97	14,23	24,49	16,50	244 421,6		785 625,0		
Extraction d'hydrocarbures	569 127,00	993 163,00	424 036,00	74,51	9,21	12,81	6,86	424 036,0				
Autres activités extractives	40 680,00	9 348,00	- 31 332,00	- 77,02	0,66	0,12	- 0,51	- 31 332,0				
Secondaire	781 186,98	1 048 350,00	267 163,02	34,20	12,64	13,52	4,32	267 163,0	-	-	-	-
Abattage et transformation de la viande et du poisson	436 136,74	158 325,00	- 277 811,74	- 63,70	7,06	2,04	- 4,50	- 277 811,7				
Fabrication d'huiles	6 422,00	27 228,00	20 806,00	323,98	0,10	0,35	0,34	20 806,0				
Fabrication de produits à base de céréales	14 678,00	107 654,00	92 976,00	633,44	0,24	1,39	1,50	92 976,0				
Fabrication de boissons	54 674,15	39 960,00	- 14 714,15	- 26,91	0,88	0,52	- 0,24	- 14 714,1				
Fabrication de produits à base de tabac	6 373,00	15 458,00	9 085,00	142,55	0,10	0,20	0,15	9 085,0				
Autres industries agro-alimentaires	85 876,00	149 519,00	63 643,00	74,11	1,39	1,93	1,03	63 643,0				
Egrenage du coton, industrie textile, de l'habillement, fabrication de produits en cuir	1 855,00	37 251,00	35 396,00	1 908,14	0,03	0,48	0,57	35 396,0				
Industrie du bois et des meubles	24 378,00	3 230,00	- 21 148,00	- 86,75	0,39	0,04	- 0,34	- 21 148,0				
Fabrication de papier, de cartons et de produits édités et imprimés	3 936,00	2 511,00	- 1 425,00	- 36,20	0,06	0,03	- 0,02	- 1 425,0				
Raffinage de pétrole	66 903,00	77 959,00	11 056,00	16,53	1,08	1,01	0,18	11 056,0				
Fabrication de produits chimiques	1 521,00	124 175,00	122 654,00	8 064,04	0,02	1,60	1,99	122 654,0				
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques et matériaux de construction	1 213,00	6 542,00	5 329,00	439,32	0,02	0,08	0,09	5 329,0				
Fabrication de matériels de transport et autres activités industrielles	1 720,00	35 165,00	33 445,00	1 944,48	0,03	0,45	0,54	33 445,0				
Production et distribution d'électricité, gaz et eau	9 330,00	42 683,00	33 353,00	357,48	0,15	0,55	0,54	33 353,0				
Construction	66 171,09	220 690,00	154 518,91	233,51	1,07	2,85	2,50	154 518,9				
Tertiaire	2 580 763,36	2 514 486,00	- 66 277,36	- 2,57	41,77	32,44	- 1,07	- 102 244,0	35 966,7	-	-	-
Commerce	1 039 596,00	729 265,00	- 310 331,00	- 29,85	16,82	9,41	- 5,02	- 310 331,0				
Réparations	136 059,00	97 863,00	- 38 196,00	- 28,07	2,20	1,26	- 0,62	- 38 196,0				
Hotellerie et restauration	25 831,00	103 667,00	77 836,00	301,33	0,42	1,34	1,26	77 836,0				
Transport	96 125,00	193 538,00	97 413,00	101,34	1,56	2,50	1,58	97 413,0				
Postes et télécommunications	257 111,00	111 174,00	- 145 937,00	- 56,76	4,16	1,43	- 2,36	- 145 937,0				
Banques et assurances	65 041,34	61 006,00	- 4 035,34	- 6,20	1,05	0,79	- 0,07	- 4 035,3				
Activités immobilières	151 765,00	435 141,00	283 376,00	186,72	2,46	5,61	4,59	283 376,0				
Activités de services fournis aux entreprises	120 568,00	57 624,00	- 62 944,00	- 52,21	1,95	0,74	- 1,02	- 62 944,0				
Activités d'administration publique	244 054,01	341 799,00	97 744,99	40,05	3,95	4,41	1,58	97 745,0				
Education	155 827,00	189 644,00	33 817,00	21,70	2,52	2,45	0,55	33 817,0				
Activités de santé humaine et d'action sociale	202 522,00	108 665,00	- 93 857,00	- 46,34	3,28	1,40	- 1,52	- 93 857,0				
Activités vétérinaires	13 237,00	19 900,00	6 663,00	50,34	0,21	0,26	0,11	6 663,0				
Activités de services personnels et collectifs	113 029,00	65 200,00	- 47 829,00	- 42,32	1,83	0,84	- 0,77	- 47 829,0				
Service d'intermédiation financière indirectement mesuré	- 40 002,00	-	40 002,00	100,00	- 0,65	-	0,65	40 002,0				
Impôts nets sur produits	162 092,00	207 067,00	44 975,00	27,75	2,62	2,67	0,73					44 975,0
PIB	6 179 042,25	7 751 211,00	1 572 168,75	25,44	100,00	100,00	25,44	716 256,1	35 966,7	785 625,0	-	44 975,0